

serait condamner les Cambodgiens à de nouvelles effusions de sang, à la persistance de leurs divisions; réduire ceux qui tentent de les aider à une frustration sans fin et peut-être leur faire courir des risques réels; inviter à de nouvelles interventions extérieures, et prolonger l'instabilité régionale.

Une telle issue compromettrait l'avenir meilleur que nous cherchons tous à assurer au Cambodge et à la région en général. Franchement, je ne vois pas comment les participants à cette Conférence peuvent réaliser leurs objectifs de soutien international à un règlement, à moins que les parties cambodgiennes n'arrivent très rapidement à une entente viable. La première de ces tâches dépend absolument de la réalisation de l'autre. Nous sommes convaincus que la Conférence doit trouver un moyen d'encourager la conclusion rapide d'un accord entre les parties et de faire en sorte que ses travaux puissent convenablement nourrir les discussions sur les aspects internationaux du problème.

En deuxième lieu, toute intervention de puissance extérieure doit cesser. Nous nous félicitons à cet égard des assurances selon lesquelles les forces vietnamiennes se retireront en totalité du Cambodge. Toutefois, il est également indispensable que les parties cambodgiennes et les autres participants puissent être certains que cette promesse sera entièrement tenue. Nous sommes par conséquent fermement en faveur de la mise en place de procédures efficaces de vérification de nature à rassurer sur ce point. Par ailleurs, aucun soutien militaire ne doit plus être apporté de l'extérieur aux parties cambodgiennes. Des vérifications doivent également permettre de s'en assurer à la satisfaction de tous.

En troisième lieu, le génocide et les terribles violations des droits de la personne perpétrés au nom de l'idéologie qui ont ravagé le Cambodge de 1975 à 1979 ne doivent se répéter en aucun cas. Ceux qui sont en dernier ressort responsables de ces abus ne doivent plus jamais diriger les affaires cambodgiennes. Il incombe à leurs associés - et en réalité à toutes les parties - de montrer, quels que soient les arrangements auxquels parviendront les parties cambodgiennes, qu'ils coopéreront à l'établissement au Cambodge d'un ordre nouveau dans lequel les droits de la personne seront pleinement respectés.

En tant que pays ayant une longue expérience de la supervision des trêves et du maintien de la paix, tâche qu'il a notamment remplie durant 19 ans en Indochine, le Canada a une autre grande préoccupation. Un mécanisme